



Suppression de l'Agence Bio : une menace historique pour l'agriculture biologique en France

Le week-end dernier, le Sénat a voté la suppression de l'Agence Bio. Ce projet d'amendement, soutenu par un avis favorable du ministre de l'Agriculture, sera examiné dans les prochains jours par la commission mixte paritaire des deux assemblées. Bio Nouvelle-Aquitaine et ses Groupements d'Agriculture Biologique (GAB) dénoncent une incohérence politique majeure. Cette décision menace directement l'avenir d'une filière agricole qui représente une réponse essentielle aux enjeux climatiques, environnementaux et alimentaires.

L'Agence Bio : un acteur irremplaçable

Depuis sa création en 2001, l'Agence Bio joue un rôle stratégique en faveur de la transition écologique et agricole :

- Promouvoir les produits bio auprès du grand public, via des campagnes nationales visant à encourager une consommation responsable.
- Soutenir les projets locaux, grâce à des financements dédiés, notamment via le Fonds Avenir Bio qui soutient l'essor de plus de 400 entrepreneurs qui construisent des filières bio françaises.
- Collecter et analyser les données de la filière grâce à l'Observatoire national de l'Agriculture Biologique, un outil essentiel pour piloter les politiques publiques et suivre les dynamiques de la filière.
- Favoriser la concertation nationale en réunissant les acteurs de l'amont et de l'aval autour de stratégies partagées.

Supprimer l'Agence Bio reviendrait à dire aux acteurs du secteur qu'il n'y a pas de place pour des modèles diversifiés et durables, alors que la filière représente plus de 215 000 emplois (soit environ un agriculteur sur six en France) et qu'elle a attiré l'année passée 25% des nouvelles installations agricoles.

Les conséquences d'une telle décision

Région phare de la production biologique, la Nouvelle-Aquitaine compte plus de 9000 exploitations et près de 2000 opérateurs économiques qui dépendent directement des actions de l'Agence Bio. Cette suppression aurait des conséquences désastreuses :

- Une précarisation accrue des agriculteurs bio, déjà fragilisés par la baisse de consommation et les retards de paiement des aides PAC.
- Une perte de débouchés commerciaux, faute de campagnes de promotion adaptées.
- Une rupture de confiance, alors que la filière peine à surmonter une crise de consommation de trois ans.



Une incohérence politique qui ne peut plus durer

D'un côté, nous avons un gouvernement qui s'engage sur des objectifs ambitieux pour l'agriculture biologique, tant au niveau national qu'europpéen, avec :

- 20% de bio minimum en restauration collective conformément à la loi Egalim.
- 25% de surface agricole utile (SAU) en bio d'ici 2030, conformément à la stratégie européenne "De la ferme à la table"

De l'autre, il propose simultanément de supprimer l'Agence Bio, l'outil central pour structurer et promouvoir la filière. Ce paradoxe illustre un manque de vision et de cohérence, laissant l'ensemble des acteurs de la bio démunis face à des ambitions affichées, mais dépourvues des moyens nécessaires pour les atteindre.

Bio Nouvelle Aquitaine appelle les sénateurs, les sénatrices et les députés à rejeter cet amendement

Le réseau Bio Nouvelle-Aquitaine exige des choix politiques à la hauteur des enjeux de notre époque et soutient fermement l'Agence Bio. Nous appelons les sénateurs et les députés à rejeter cet amendement qui menace directement la filière bio et ses 61 000 fermes en France.

À l'aube des 40 ans du label AB, cette suppression serait un signal désastreux envoyé à une filière amplement reconnue pour ses bienfaits environnementaux, économiques et sociaux, et mettrait à mal la dynamique globale de transition agroécologique.

À propos de bio Nouvelle-Aquitaine

La Fédération Régionale d'Agriculture Biologique Nouvelle-Aquitaine, agit pour le développement d'une agriculture et d'une alimentation d'intérêt général, la création de valeurs économiques, environnementales et sociales au sein de nos territoires.

Alliance des producteurs bio, des professionnels engagés, des acteurs institutionnels, économiques et sociaux, nous œuvrons de la production à la consommation pour promouvoir l'AB et toutes ses filières.

